



Briefing

Présentation du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent

New York, le 15 janvier 2016

Intervention de la Suisse

Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,

- La Suisse vous remercie pour l'élaboration et la présentation du Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent. Ce Plan d'action s'inscrit dans le cadre plus global des activités de prévention des Nations Unies, dont l'importance a été soulignée dans les récentes revues sur les opérations de paix, la consolidation de la paix et la mise en œuvre de la résolution 1325. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et votre initiative visant à la prééminence des droits de l'homme mettent l'accent sur la nécessité d'un engagement collectif pour assurer le succès des activités de prévention. Pour la Suisse, ce plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent constituera l'instrument essentiel pour guider nos efforts communs en la matière.
- Comme vous le soulignez à juste titre, au cours des vingt dernières années, la communauté internationale s'est employée à lutter contre l'extrémisme violent en recourant avant tout à des mesures antiterroristes axées sur la sécurité, visant à lutter contre la menace représentée par Al-Qa'ida et les organisations qui lui sont affiliées. Toutefois avec l'apparition d'une nouvelle génération de groupes extrémistes, elle s'accorde de plus en plus à estimer que ces mesures n'ont pas suffi à prévenir la propagation de l'extrémisme violent. L'extrémisme violent a bien d'autres manifestations que le terrorisme, et le fait d'amalgamer ces deux concepts risquent de justifier une application trop large des mesures antiterroristes, notamment à l'égard de formes de comportement qui ne constituent pas des actes de terrorisme.
- Il est donc crucial aujourd'hui de mettre en œuvre des mesures de prévention systématiques qui s'attaquent directement aux causes de l'extrémisme violent.
- Le plan d'action démontre que seule une approche multidisciplinaire et préventive, en complément des mesures essentielles de lutte contre le terrorisme, est appropriée afin de lutter de manière efficace, durable et légitime contre l'extrémisme violent : les groupes extrémistes contribuent non seulement à l'insécurité et sont souvent des parties aux conflits armés, mais leurs actions ont également des répercussions sur les efforts de paix, le

développement durable, les droits de l'homme et l'état de droit ainsi que l'action humanitaire. A cet égard, il est important que les différents acteurs, tels que les acteurs de paix, les agents de sécurité, les défenseurs des droits de l'homme, les éducateurs, la société civile et les travailleurs humanitaires, soient tous impliqués.

- Grâce à votre initiative d'élaborer un Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, le premier et quatrième pilier de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies gagnent considérablement en importance. Ceci permettra une mise en œuvre équilibrée et complète de la Stratégie et souligne la nécessité d'inscrire la prévention de l'extrémisme violent dans le respect des droits de l'homme et de l'état de droit.
- Ce plan d'action offre d'importantes opportunités pour le Fonds mondial pour l'Engagement de la Communauté et la Résilience, basé à Genève. D'une part, le plan encourage l'identification de nouvelles sources de financement. D'autre part, il souligne également le rôle du secteur privé. A cet égard, le GCERF a déjà contribué de façon significative à façonner l'agenda sur ces deux questions et il pourra jouer un rôle important dans le financement d'activités de prévention de l'extrémisme violent.
- Dans la perspective de soutenir les efforts des Nations Unies en matière de prévention de l'extrémisme violent, la Suisse est disposée à organiser une conférence internationale à Genève au début avril 2016. Cette conférence devrait permettre de discuter les opportunités et défis dans la prévention de l'extrémisme violent et de faire un pas de plus vers une action concertée entre la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme. Elle permettrait également un échange avec les organisations et think-tanks présents à Genève.
- Les modalités et options de cette conférence sont en cours d'élaboration avec les Nations Unies.

Unofficial translation

Mr. Secretary-General

Mr. President of the General Assembly

- Switzerland thanks you for the development and the presentation of the United Nations Secretary-General's plan of action on preventing violent extremism. The plan is part of the UN's wider, global framework of preventive action, the importance of which was underlined in recent reviews on peace operations, peacebuilding, and the implementation of Resolution 1325. The 2030 Agenda for Sustainable Development and your initiative Human Rights Upfront focus on the necessity of a collective commitment to ensure the success of preventive action. For Switzerland, the plan of action on preventing violent extremism will be a key instrument to guide our common efforts in this field.
- As you rightly emphasise, over the past two decades, the international community has sought to address violent extremism primarily within the context of security-based counter-terrorism measures adopted in response to the threat posed by Al-Qaida and its affiliated groups. However, with the emergence of a new generation of groups, there is a growing international consensus that such counter-terrorism measures have not been sufficient to prevent the spread of violent extremism. Violent extremism encompasses a wider category of manifestations and there is a risk that a conflation of the two terms may lead to the justification of an overly broad application of counter-terrorism measures, including against forms of conduct that should not qualify as terrorist acts.
- It is therefore essential today to implement systematic preventive measures which directly address the causes of violent extremism.

- The plan of action shows that only a multidisciplinary and preventive approach is suitable for an efficient, legitimate and sustainable action against violent extremism. Extremist groups not only contribute to insecurity and are often parties to armed conflict, but their actions also impact peace efforts, sustainable development, human rights, the rule of law and humanitarian aid work. To this end, it is important that the different actors – peace and security actors, human rights defenders, educators, civil society and aid workers – are all involved.
- Thanks to your initiative to develop a plan of action on preventing violent extremism, the first and fourth key areas of the UN Global Counter-Terrorism Strategy have been strengthened. This will enable a full and balanced implementation of the Strategy and underlines the necessity of including the prevention of violent extremism in ensuring respect for human rights and the rule of law.
- The plan of action offers considerable opportunities for the Global Community Engagement and Resilience Fund (GCERF) based in Geneva. First, the plan encourages identifying new sources of funding. Second, it also underlines the role of the private sector. To this end, the GCERF has already made a significant contribution to shaping the agenda on these two issues and will be in a position to play a key role in funding activities aimed at preventing violent extremism.
- With a view to supporting the UN's efforts in preventing violent extremism, Switzerland is ready to organise an international conference in Geneva at the beginning of April 2016. This event should contribute in discussing the opportunities and challenges of preventing violent extremism and take another step towards concerted action between the fields of peace and security, development, and human rights. It will also enable exchanges with Geneva-based organisations and think tanks.
- The arrangements and options for the conference are currently being elaborated with the UN.